



MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICES
POUR L'ENTRETIEN ET LA MAINTENANCE DES INSTALLATIONS D'ASCENSEURS,

LOT 3 – GRAND PARC ET LIMANCET

REGLEMENT DE CONSULTATION

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :
Mardi 15 juillet 2025, à 12h00

SOMMAIRE

1.	OBJET DE LA CONSULTATION	2
1.1	Nature et étendue de la consultation	3
1.2	Mode de passation	3
1.3	Forme du marché	3
1.4	Allotissement	3
1.5	Nomenclature CPV	3
1.6	Réalisation de prestations similaires	3
1	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1	Cotraitance	4
2.2	Sous-Traitance	4
2.4	Variante	5
2.5	Durée du marché.....	5
	Le présent marché prend effet le 1 ^{er} septembre 2025	5
	IL est conclu pour une durée de 4 (quatre) ans. Il arrivera à échéance au plus tard le 31 août 2029.	5
3	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....	5
3.1	Contenu du DCE.....	5
3.2	Modification de détail	5
4	MODALITES DE PRESENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L’OFFRE	5
4.1	Pièces à produire au titre de la candidature	6
4.2	Pièces à produire au titre de l’offre	7
5	VÉRIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION ET CRITERES D’ATTRIBUTION.....	8
6	DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES.....	9
7	MODALITÉS DE TRANSMISSION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	9
8	MODALITES DE SIGNATURE DE L’OFFRE.....	10
9	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	10
10	INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS.....	10

1. OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 Nature et étendue de la consultation

La présente consultation concerne la passation d'un marché de services en vue d'assurer les prestations d'entretien et de maintenance des installations d'ascenseurs sur les résidences suivantes

LOT 3 : GRAND PARC

- Résidence ALTHÉA – 4 appareils.
- Résidence BERGENIA – 2 appareils.
- Résidence CATALPA – 5 appareils.
- Résidence EPICEA – 5 appareils.
- Résidence FEIJOA – 2 appareils.
- Résidence LIMANCET – 2 appareils.

1.2 Mode de passation

La présente consultation est passée en appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles L 2124-2, et R 2161-2 et suivants du Code de la Commande Publique.

1.3 Forme du marché

Il s'agit d'un marché de prestations de services tel que défini par l'article L 1111-4 du Code de la Commande Publique.

1.4 Allotissement

Le présent marché est composé d'un seul lot.

1.5 Nomenclature CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
50750000-7	Service d'entretien d'ascenseurs

1.6 Réalisation de prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement aux titulaires du marché, en application et dans les conditions prévues par les articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2.1 Cotraitance

Les candidats peuvent constituer un groupement d'entreprises.

Le groupement peut être solidaire ou conjoint.

Il est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute.

Il est solidaire lorsque chacun des prestataires est engagé financièrement pour la totalité du marché.

La nature du groupement est précisée à l'acte d'engagement.

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis à vis de l'Acheteur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres.

2.2 Sous-Traitance

Le Titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché.

L'offre, qu'elle soit présentée par un candidat individuel ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations et leurs montants dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire. Ces sous-traitants seront soumis à l'acceptation de l'acheteur ainsi qu'à son agrément quant à leurs conditions de paiement. En pareille hypothèse, une déclaration de sous-traitance via le formulaire cerfa DC4, est joint au dossier candidature » visé à l'article 4.1 du présent règlement.

Le titulaire qui entend recourir à un ou plusieurs sous-traitants en cours d'exécution du marché doit faire accepter chaque sous-traitant et agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par le pouvoir adjudicateur, avant toute exécution des prestations, dans les conditions précisées au CCAP.

2.3 Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

InCité, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 (condition d'exécution) du code de la commande publique, en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable aux lots identifiés dans l'annexe n°01 de l'Acte d'engagement et à l'article 2.10 de l'Acte d'Engagement valant Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Chaque entreprise qui se verra attribuer un de ces lots, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

2.4 Variante

Aucune variante n'est admise.

2.5 Durée du marché

Le présent marché prend effet le 1^{er} septembre 2025

Il est conclu pour une durée de 4 (quatre) ans. Il arrivera à échéance au plus tard le 31 août 2029.

3 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

3.1 Contenu du DCE

Le DCE est téléchargeable gratuitement sur la plateforme <https://demat-ampa.fr>

Il comprend les pièces et documents suivants :

- Le présent règlement de consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières : la DPGF (ANNEXE 1) et le BPU pour les prestations dites « hors-forfait » (ANNEXE 2)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le recueil des données techniques spécifiques (RDTS)

Ces documents doivent être acceptés sans aucune modification et dans leur intégralité.

3.2 Modification de détail

L'acheteur se réserve le droit d'apporter **au plus tard 5 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres**, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4 MODALITES DE PRESENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro.

Chaque candidat doit produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

4.1 Pièces à produire au titre de la candidature

Conformément aux articles R2143-3 à R2143-14 du Code de la Commande Publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, le candidat produit à l'appui de sa candidature :

● Une lettre de candidature ou formulaire DC1 :

- Dans le cas où le candidat fournit une simple lettre de candidature, il devra produire une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ; Les noms, coordonnées téléphoniques, télécopies, postales et courriels d'un responsable de ce dossier de candidature dans l'entreprise candidate.
- Le cas échéant, le jugement d'ouverture d'un redressement judiciaire, habilitant le candidat à poursuivre son activité pendant la durée prévisible du présent marché.
- Le cas échéant, une déclaration de sous-traitance ou formulaire DC4.

● Une déclaration du candidat ou formulaire DC2 justifiant :

- Les renseignements concernant la **capacité économique et financière** de l'entreprise :
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
 - Preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

- Les renseignements concernant les **capacités techniques et professionnelles** du candidat :
 - Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
- Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants ;

En cas de groupement, chaque membre du groupement devra fournir l'ensemble des renseignements demandés au titre des capacités juridiques, financières, techniques et professionnelles. Il est rappelé que l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale : il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

En cas de sous-traitance, le candidat peut se prévaloir des capacités d'un sous-traitant pour satisfaire aux exigences du marché. Dans ce cas, il devra justifier qu'il dispose des capacités du sous-traitant. Il exigera de celui-ci les mêmes pièces que celles qui lui sont demandées et les joindra à sa candidature. En outre, il produira un engagement écrit du sous-traitant faisant état de son accord pour exécuter les prestations.

Dans le cas où le candidat répond à plusieurs lots, les pièces du dossier candidature ne seront fournies qu'une seule fois.

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en vertu des critères pondérés énoncés ci-après, sous réserve que celui-ci produise dans un délai de 5 jours à compter de la notification du marché :

- Un état annuel des certificats fiscaux et sociaux relatif à sa situation au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle le présent marché a été passé ;
- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivrés par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois, ou, le cas échéant, une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- Le cas échéant, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;
- Un Relevé d'Identité Bancaire.

Afin de raccourcir les délais de procédure, il est possible pour le candidat de joindre à sa candidature ces documents, étant ici précisé, qu'ils ne seront pas pris en compte dans le cadre de la procédure de vérification des conditions de participation.

4.2 Pièces à produire au titre de l'offre

L'offre du candidat devra comprendre les documents suivants :

- L'Acte d'Engagement (AE) dûment renseigné ;
- Les annexes financières dûment complétées : DPGF et BPU;
- Une attestation sur l'honneur d'avoir pris connaissance et accepter sans aucune modification ni réserve le CCAP et le CCTP, ainsi que les documents qui y sont annexés ;
- Un mémoire technique décrivant les mesures que le soumissionnaire se propose de mettre en œuvre pour l'exécution de la mission, comprenant les précisions minimales suivantes :
 - La présentation de l'équipe dédiée et de l'organisation mise en place par le candidat pour s'assurer de la bonne exécution du marché, conformément aux prescriptions du CCTP, et notamment le rôle et les missions dévolues au responsable chargé de l'encadrement du personnel ;
 - La cohérence technique des montants.
 - Le système d'information et de reporting.
 - Le respect de la procédure de validation de la facturation.

Dans le cas où le candidat répond à plusieurs lots, une offre devra être constituée pour chaque lot. Chaque offre comportera la mention du numéro de lot qu'il concerne.

5 VÉRIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION ET CRITERES D'ATTRIBUTION

La vérification des conditions de participation est effectuée conformément aux dispositions des articles R2144-1 à R2144-7 du Code de la Commande Publique.

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de régulariser leurs candidatures qui auront été déclarées irrégulières. Si, à l'issue de cette demande, les candidats concernés ne régularisent pas leurs candidatures dans le délai imparti par l'acheteur, celles-ci seront déclarées irrecevables.

Conformément à l'article R2152-7 du Code de la Commande Publique le marché sera attribué au soumissionnaire qui aura présenté l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous selon la pondération suivante :

CRITERES ET SOUS-CRITERES D'ATTRIBUTION	PONDÉRATION
---	-------------

1. Prix	40 %
2. Valeur technique et Qualité, organisation	60 %

6 DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres fixée au présent règlement de consultation.

7 MODALITÉS DE TRANSMISSION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres qui suivent s'imposent aux candidats.

Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent règlement de la consultation entraînera l'irrégularité de l'offre.

Les candidatures et tous les documents relatifs à la présente consultation seront obligatoirement rédigés en français et exprimés en euros.

En application de l'article R.2151-2 du Code de la Commande Publique et compte-tenu des qualifications nécessaires à la spécificité de l'objet du marché, les candidats de pays étrangers doivent impérativement joindre une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté, aux documents rédigés dans une autre langue qu'ils remettent au titre de leur candidature et de leur offre.

Les candidatures devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception précisées en page de garde du présent règlement de consultation.

La remise des candidatures s'effectue par envoi dématérialisé.

Les candidats transmettront leur dossier en prenant soin de bien suivre la procédure spécifiée sur le site de dématérialisée.

- La remise par envoi dématérialisé se fera via la plateforme :
<https://demat-ampa.fr>
- Seule une copie de sauvegarde peut être envoyée sous pli cacheté à l'adresse suivante (conformément à l'article R2132-11 du Code de la Commande Publique :

InCité
101 Cours Victor Hugo
33000 Bordeaux

Cette copie de sauvegarde doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des offres. Elle doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde ».

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées en page de garde du présent règlement de consultation, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus : ils seront renvoyés à

leurs auteurs. L'Acheteur ne peut en aucun cas être tenu responsable des délais d'acheminement des plis.

8 MODALITES DE SIGNATURE DE L'OFFRE

Il est précisé que les pièces constitutives de l'offre n'ont pas besoin d'être signés au stade de la remise de l'offre.

La signature des pièces contractuelles du marché par l'attributaire sera obligatoire à l'issue de la notification du marché.

La signature électronique n'est pas imposée.

9 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, leurs questions par le biais de la plateforme de dématérialisation des marchés publics (dans l'onglet « questions/réponses »).

10 INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS

Tribunal Administratif de Bordeaux

9 Rue Tastet
CS 21490
33063 Bordeaux Cedex
Téléphone : 05.56.99.38.00
Télécopie : 05.56.24.39.03

Les renseignements relatifs aux délais d'introduction des recours peuvent être obtenus auprès du greffe du tribunal administratif de Bordeaux.

Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

